

LA SOCIÉTÉ CIVILE FRANÇAISE

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

YVES D'AMÉCOURT

**Souveraineté alimentaire : il ne faut pas
« *Loganiser* l'agriculture Française ! »**

Par Yves d'Amécourt – Viticulteur, Conseiller Général de la Gironde (2004-2015) -
Maire de Sauveterre-de-Guyenne (2008-2020) – Conseiller Régional de la Nouvelle
Aquitaine (2015) – Porte-paroles national du Mouvement de la Ruralité.

En France, notre gouvernement considère l'agriculture comme une contrainte bien plus que comme une filière à part entière ! L'actuel ministre de l'agriculture est avant dernier dans l'ordre protocolaire du gouvernement. C'est le 4^{ème} depuis l'élection d'Emmanuel Macron. Il est qualifié mais il n'a aucun poids politique. Il est loin le temps où le ministère de l'agriculture était l'antichambre de Matignon : Jacques Chirac, Michel Rocard, ... Evidemment, ces ministres pesaient plus lourds dans les décisions !

Quand je relis le discours du candidat Emmanuel Macron à Quimper le 16 janvier 2017 : « L'agriculture n'est pas un secteur comme les autres, elle est au cœur de la souveraineté alimentaire française et d'un projet économique, social et de civilisation qui est le nôtre » et toutes les promesses qui suivaient, je me dis que les paroles étaient belles et séduisantes ... Mais 3 ans plus tard, pas une de ces belles promesses n'a été mise en œuvre !

Pourtant, l'agriculture et l'agroalimentaire représentent des richesses incroyables pour notre pays et un gisement de croissance pour les années qui viennent. Je ne peux pas croire qu'un gouvernement dont la boussole serait la croissance et l'emploi, ne s'intéresse pas plus à l'agriculture ! A moins que la croissance et l'emploi ne soient finalement pas leur boussole !

Comment relancer l'industrie agricole française ?

Je pense qu'il y a plusieurs sujets à traiter en priorité :

- 1- Protéger les agriculteurs contre les aléas climatiques et économiques, les pandémies en font partie.** Je propose pour cela la création, dans chaque exploitation, d'un « compte épargne aléas climatiques et économiques » ; Ce compte est alimenté lorsqu'il y a de belles années (fortes récoltes et cours hauts) les sommes versées sont alors des charges d'exploitation ; on y puise en cas d'aléas, les sommes que l'on en retire sont des produits d'exploitation ; L'objectif est de constituer dans chaque exploitation, une épargne de précaution, un amortisseur des crises ; Les premières années, les versements pourraient être abondés par l'Etat ou la Communauté Européenne ;

2- Augmenter les revenus des agriculteurs. Depuis les années 70 le prix de l'alimentation pour les Français n'a pas augmenté. Mais dans ce prix, la part versée aux agriculteurs a été divisée par deux ! La loi EGALIM devait revaloriser les revenus des agriculteurs, ce fut un échec. Le bilan n'a pas pu en être dressé à cause de la crise du COVID-19, mais chacun sait aujourd'hui, que ça n'a pas fonctionné. Le but de la loi était plus de revenus et moins de contraintes. On en sort avec toujours plus de contraintes et pas plus de revenus. Les prix au consommateur ont augmenté. Les promotions sur les produits alimentaires ont diminué. Elles ont été remplacées par des promotions sur des produits industriels ou des produits d'hygiène et de santé. On a monté une véritable usine à gaz, on a fait beaucoup de bruit, l'Etat a dressé des procès-verbaux, ... Pour rien ! Alors que l'on connaît une méthode très simple pour augmenter le revenu des agriculteurs : c'est la TVA Sociale¹ autrement nommée « TVA Emploi » ou « TVA anti-délocalisation ». Moins de charges sociales sur le revenu des agriculteurs de France, plus de TVA sur la valeur ajoutée des produits agricoles d'ici et d'ailleurs ; C'est la garantie, comme le souhaite les français, que l'augmentation des prix arrive directement dans la poche des agriculteurs. C'est ce que l'Allemagne a mis en place en 2007, sur le modèle de ce qui se passe au Danemark. Ça marche !

¹ La TVA sociale est une mesure fiscale qui consiste à augmenter le taux de TVA pour financer les dépenses sociales (famille, maladie, retraite...) en allégeant en parallèle le coût du travail par la baisse des charges sociales supportées par les entreprises.

3- Rétablir une concurrence libre et non faussée entre la production nationale et les productions européennes, d'une part, et mondiales, d'autre part. Pour cela il faut supprimer toutes les normes françaises qui sont supérieures aux normes européennes. On ne peut pas avoir un marché commun et des normes différentes. Il faut aussi interdire à la frontière de l'Europe, l'importation de produits qui ne respectent pas les normes européennes ! C'est simple à dire. Tout le monde est d'accord ! Il faut le faire. Là où il y a la volonté, il y a le chemin. N'importons pas les produits que l'on interdit de produire à nos agriculteurs. Sortons de ce cynisme qui fait douter nos concitoyens à juste titre des bienfaits de la mondialisation et des traités d'échanges internationaux ! Imposons la réciprocité à chacune de nos signatures. J'ajoute que la TVA Sociale permet aussi de servir cet objectif car en faisant peser les charges sociales sur les produits plutôt que sur les revenus des agriculteurs, cela revient à taxer légalement l'importation. « Taxer l'importation » pour favoriser la production nationale est aussi, un vœu constant des français.

4- Investir dans la recherche ! La France n'est pas seulement une grande nation agricole, c'est aussi une grande nation dans la recherche sur l'agriculture et l'agronomie ! Eh bien il faut augmenter cet effort car l'agriculture de demain ne sera pas « celle de nos grands-parents » : elle sera plus respectueuse de l'environnement, elle sera plus précise, elle sera connectée ... Pour cela nous avons besoin de mettre au travail nos instituts de recherche, de rouvrir des dossiers qui ont été injustement refermés par démagogie et idéologie, je pense notamment aux travaux sur la génétique, et d'encourager toutes les start-ups qui travaillent par et pour l'agriculture. Pour cela je propose d'ouvrir le **Crédit Impôt Recherche**² aux exploitations agricoles, pour qu'elles participent et accompagnent ces progrès, essayent les prototypes, aident à leur conception et à leur utilisation.

² Le crédit d'impôt recherche (CIR) a pour objectif d'améliorer l'innovation et la compétitivité des entreprises. Grâce à ce crédit d'impôt, les entreprises peuvent engager des dépenses de recherche et développement et être en partie remboursées sur ces dépenses.

Le retour d'une souveraineté alimentaire est au cœur des préoccupations des Français.

La France est le « Grenier de l'Europe » depuis plusieurs décennies. Elle est pourtant de plus en plus dépendante de ses importations. Depuis 2000, elles ont été multipliées par deux, occupant une place conséquente dans l'assiette des Français. Aujourd'hui, on estime que la France importe 20 % de son alimentation. Comme le dit Laurent Duplomb³, sénateur Les Républicains, dans un récent rapport⁴ : « À ce rythme, la France connaîtra son premier déficit commercial agricole en 2023 ». C'est-à-dire que la France importera plus de produits agricoles qu'elle n'exporte, un comble ! On achète surtout des fruits et légumes. La moitié de notre consommation ! Nous achetons aussi beaucoup de volaille : plus d'un tiers des poulets que nous consommons ont été élevés à l'étranger ! Curieusement, ces achats servent surtout à alimenter l'industrie de transformation et la restauration collective. La France importe 25 % de sa consommation de porc, notamment depuis l'Espagne ! C'est aberrant ! On importe du bœuf d'Allemagne et même du lait et du fromage ! Dans le même temps on exporte nos veaux vers l'Espagne et l'Italie ... Depuis 2000, les importations de produits agroalimentaires ont presque doublé en France, alors qu'une grande partie des importations pourrait être produite sur son territoire.

³ Laurent Duplomb est actuellement sénateur de la Haute-Loire

⁴ « La France, un champion agricole mondial : pour combien de temps encore ? » fait au nom de la commission des affaires économiques, déposé le 28 mai 2019

Nous devons avoir un 1^{er} objectif : **réinstaller dans nos zones rurales des industries de 1^{ère} et 2^{nde} transformation**. Nous ne créons pas assez de valeur ajoutée sur le territoire. Trop de nos produits agricoles et forestiers sont exportés alors qu'ils pourraient être transformés en France. J'ai parlé des veaux à l'instant, c'est vrai aussi pour nos arbres. La balance commerciale de la France concernant le bois est déficitaire de 7 milliards d'€. Cela n'a vraiment aucun sens !

Nous devons avoir un second objectif que j'expliquai à l'instant : **rétablir une concurrence libre et non faussée en Europe et à l'international !**

Pour rétablir une souveraineté alimentaire sur un marché mondialisé, il faut trois choses : savoir produire, savoir transformer et pouvoir stocker !

Nous avons en France des filières qui permettent de maîtriser presque tous les maillons de la chaîne alimentaire, du producteur de semence au consommateur, en passant par l'agriculteur, le chercheur, le producteur de logiciels, le vétérinaire ou le fabricant de tracteurs !

Être souverain, c'est les compléter (1^{ère} et 2^{nde} transformation) chaque fois que de besoin, et préserver tout cela !

Pour produire ce dont elle a besoin, la France doit cesser de se focaliser sur tel ou tel modèle d'agriculture. Il ne faut pas opposer les modèles, il faut les améliorer et les développer tous !

L'agriculture française est citée comme un exemple dans le monde en termes de qualité des productions et de préservation de l'environnement, et nous, on n'arrête pas de la critiquer, de s'auto-flageller !

Il faut aussi arrêter de se focaliser sur l'agriculture « haut de gamme » ...

Nous avons besoin de toutes les agricultures pour nourrir tous les Français quel que soit son pouvoir d'achat. Pour cela l'Etat doit faire des économies dans son propre fonctionnement pour redonner de la compétitivité à nos entreprises.

L'Etat n'arrive pas à faire des économies, il prélève de plus en plus d'impôts et de taxes, les agriculteurs n'y échappent pas. Alors on explique que notre production est chère et qu'il faut se spécialiser dans le haut de gamme !!!

Dans le prix d'un produit agricole en France il y a une part importante de charges sociales et fiscales. Si l'Etat diminue ses charges, alors cela permettra de réduire le prix des productions nationales dans l'agriculture, dans l'industrie, dans les services ... Cela nous permettra d'installer des PME de 1^{ère} et 2^{nde} transformation, de payer mieux les salariés agricoles et les agriculteurs. C'est un cercle vertueux qui pousse vers la souveraineté que souhaite les Français.

D'ailleurs la perte de souveraineté alimentaire de la France est concomitante avec la hausse continue des taxes et des prélèvements ! Les agriculteurs ont compensé avec des améliorations continues de la productivité. Tous les progrès de productivité réalisés par les agriculteurs depuis 50 ans ont bénéficié aux consommateurs, et à la solidarité nationale ! Le revenu des agriculteurs, lui, n'a cessé de se dégrader.

Le problème de l'agriculture est un problème général de l'entreprise en France. Il est d'autant plus prégnant dans les entreprises qui emploient beaucoup de main d'œuvre (l'agriculture, le bâtiment, l'artisanat, la restauration ...) ; L'Etat schizophrène cherche à développer l'emploi, mais dans le même temps, l'emploi en France, est la chose la plus taxée qui soit !

La souveraineté c'est refuser le modèle qui consisterait à ne produire en France que des produits hauts de gamme qui seraient consommés par une élite, et importer les produits d'entrée de gamme ...

La souveraineté c'est de trouver les solutions pour revoir notre système de production agricole, nos normes et notre fiscalité, pour être capable de produire aussi l'entrée de gamme ! L'Etat parle de « circuits courts », le matin, le midi et le soir ... Mais le gros des importations agricoles alimente l'industrie de transformation et la restauration collective ! ***Au lieu de décréter, l'Etat ferait mieux d'agir !***

Il ne faut pas faire pour l'agriculture ce que nous avons fait pour l'industrie automobile ... Nous avons imposé tellement de contraintes et de charges de toutes sortes à nos industriels qu'ils sont allés produire ailleurs ! Résultat, la voiture la plus vendue en France aujourd'hui est la LOGAN ! Une voiture fabriquée en Roumanie pour s'extraire des normes et des charges Françaises, par RENAULT dont le principal actionnaire était l'Etat Français ! Belle réussite ! Son PDG de l'époque était Louis Schweitzer⁵, ENA promotion Robespierre (!), ancien Directeur de cabinet du ministre socialiste Laurent Fabius. Tout le monde s'accorde à dire que c'est une magnifique réussite industrielle ... Sans doute, mais pour la France, son industrie automobile, c'est un désastre !

⁵ Louis Schweitzer, né le 8 juillet 1942 à Genève, est un haut fonctionnaire et homme d'affaires français. Proche du Parti Socialiste, il a été PDG du groupe automobile Renault de 1992 à 2005.

Il ne faut pas « loganiser » l'agriculture Française !

Ne croyez pas que l'agriculture ne soit pas « délocalisable » ... Si nous ne donnons pas aux agriculteurs Français des raisons d'espérer, des revenus décents, la capacité d'investir et de croire en l'avenir, des raisons de travailler et de transmettre, ils disparaîtront ... Et leurs productions avec eux.

Le seul sujet qui vaille aujourd'hui, c'est le revenu des exploitations agricoles et des agriculteurs. Si on ne résout pas ce problème, tous les autres arrivent en cascade : installation, transmission, santé au travail, ...

Aujourd'hui, chaque jour de l'année, un agriculteur se suicide. La 1^{ère} chose à faire si l'on veut protéger la souveraineté alimentaire de la France, c'est de rendre leur honneur et leur grandeur aux artisans de cette souveraineté : les agriculteurs. Il est bien loin le temps où l'on disait « labourages et pâturages sont les deux mamelles de la France ». C'est pourtant vrai !

La France a vocation à nourrir tous les Français et aussi une partie de la planète !

Et puis l'agriculture Française a vocation à exporter son savoir-faire dans le monde, pour nourrir la planète et protéger le climat.

Et l'Europe dans tout cela ?

L'Europe doit réfléchir à la façon dont elle a laissé se dégrader au fil des années sa toute première politique commune, et au fond, la seule : « la politique agricole commune ». Elle fut depuis l'origine le ciment de la construction européenne. C'est grâce à la PAC que l'Europe s'est construite avec un objectif commun : la souveraineté alimentaire. Les pères fondateurs, dont l'un était producteur et négociant de Cognac, l'avait voulu simple, pragmatique avec des objectifs clairs !

Elle s'est d'abord construite pas à pas ... puis elle est devenue une mécanique complexe et spécifique, prisonnière de nouvelles idéologies qui dégradent son message originel, qui parle plus d'environnement que d'agriculture ... Si bien qu'elle n'est plus, ni commune, ni même agricole !

Elle doit réfléchir à la façon dont elle a laissé se dégrader un des principes fondateurs du marché commun : « une concurrence libre et non-faussée ».

Gageons que la pandémie actuelle aura remis l'agriculture à sa juste place dans l'esprit des gouvernants de l'Europe et que la nouvelle PAC sera, de nouveau, une Politique Agricole Commune.

Gageons que la souveraineté du continent, et la souveraineté de la France redevienne un objectif prioritaire de nos politiques, car c'est au cœur des préoccupations des Français.

Gageons que la France saura se saisir de cette PAC pour la simplifier au lieu de la complexifier comme elle complexifie systématiquement l'usage de tous les règlements européens, empêchant qu'ils soient totalement opérationnels pour les entrepreneurs Français.